

L'HISTOIRE DE SOLAPUR, EN INDE,
où une ville ouvrière se construit
grâce au logement coopératif



Dossier N°6 de Tricontinental
Juillet 2018

**Traduit par Jacques Boutard, édité par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#)*



Balamani Mergu, une ouvrière (à droite), chez elle à Kumbhari
Subin Dennis/Institut Tricontinental de Recherche Sociale

À Solapur, en Inde, de vastes programmes de logement réalisés avec la coopération gouvernementale démontrent l'efficacité de l'action ouvrière soutenue.

« Autrefois nous vivions dans une petite baraque dans un bidonville à Shastri Nagar, un quartier de Solapur. Quand il pleuvait dehors il pleuvait dedans. Tout était trempé à l'intérieur et il fallait écopier sans arrêt », nous dit Balamani Ambaiah Mergu en roulant de fines cigarettes appelées bidis. Elle nous reçoit dans sa maison de Kumbhari, un ensemble de logements construit à l'initiative de la CITU, la Centrale des syndicats indiens[1].

Mergu, dont la langue maternelle est le télougou[2], est l'une des rouleuses de bidis qui ont participé au premier des trois vastes programmes de logements impulsés par la CITU à Solapur, au sud-est de l'État du Maharashtra[3], sur la côte occidentale de l'Inde. Le programme, qui porte le nom de la défunte dirigeante communiste Godaravi Parulekar, compte 10 000 maisons. Il a été salué comme le plus important de ce type en Asie[4].

L'effort entrepris par la CITU pour fournir des logements abordables à des milliers de travailleurs de Solapur est une initiative historique. En formant des coopératives et en persuadant le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État de consacrer des fonds à cette fin, les travailleurs ont obtenu la construction de plus de 15 000 maisons depuis 2001. 30 000 autres maisons mises en chantier en janvier 2018 devraient être terminées dans quatre ans.



Les bidonvilles dans la ville de Solapur
Subin Dennis/Institut Tricontinental de Recherche Sociale

Des bidonvilles au logement pour tous

Solapur se trouve près de la frontière du Maharashtra avec l'État du Karnataka, tandis que l'Andhra Pradesh, autre État voisin, n'est qu'à 220 kilomètres. Plus de 40 % de la population de la ville sont membres de la caste des *Padmashalis* (une communauté de tisserands historiquement marginalisée) qui ont migré depuis l'Andhra Pradesh vers Solapur. C'est donc une région multiculturelle et multilingue : on y parle le marathi, le télougou, le kannada et l'ourdou. La plupart des habitants de Solapur parlent trois langues ou plus.

Selon le dernier recensement effectué en Inde en 2011, Solapur a une population d'environ 950 000 habitants, dont 18 % vivent dans des bidonvilles. Cependant ce pourcentage est nettement moins élevé qu'en 2001, où il tournait autour de 25 %. Cette baisse remarquable est essentiellement due aux combats ouvriers qui ont obtenu de haute lutte la construction de vastes ensembles de logements. Les rouleuses de bidis de Solapur, des ouvrières mal payées dont beaucoup sont seules à faire vivre leur famille, vivaient dans de minuscules baraques qu'elles louaient dans les bidonvilles. Dans les années 1980, la fermeture des usines textiles de Solapur et le ralentissement du secteur du tissage artisanal a entraîné un chômage de masse. Les salaires des rouleuses de bidis, dont la plupart appartenaient à des castes inférieures et à des minorités religieuses, ont été revus à la baisse.

Il y a environ 65 000 rouleuses et rouleurs de bidis à Solapur, et leurs conditions de vie lamentables ont incité la CITU – une centrale syndicale qui comptait 6,04 millions de membres en Inde en 2015 – à se préoccuper de leur fournir un logement digne et abordable.

Le mouvement ouvrier s'est fortement enraciné dans la région. Les bureaux de la CITU à Solapur sont situés dans un quartier ouvrier proche d'un bidonville du genre de celui décrit par Mergu. La plupart des militants de la CITU de Solapur sont soit des travailleurs eux-mêmes, soit des permanents d'origine ouvrière. Leurs jeunes collègues de la Fédération de la Jeunesse Démocratique d'Inde (DYFI), une organisation de jeunesse de gauche proche de la CITU, dialoguent cordialement avec les passants – trait caractéristique d'un mouvement qui a patiemment tissé des liens organiques avec les masses.

La lutte qui a débouché sur le projet immobilier a commencé en 1992, quand les travailleuses de Solapur, sous la direction de la CITU, se sont mises à exiger des logements abordables. Narasayya Adam, un dirigeant de la CITU et trois fois député de la circonscription nord de la ville de Solapur, a joué un rôle déterminant dans la préparation et la direction de la campagne. On le connaît familièrement sous le nom de « Adam Master », ou Professeur Adam, car il a enseigné les mathématiques aux enfants, bien qu'il n'ait pas pu poursuivre ses études au-delà du lycée.

Un programme immobilier plus ancien s'était révélé trop

cher pour les moyens des travailleuses, qui n'arrivaient pas à rembourser leurs traites mensuelles. Leurs dettes s'accumulaient, et l'échec du programme a incité la CITU à intensifier son action en faveur des logements ouvriers. « Entre 1992 et 1995, la CITU n'a cessé de revendiquer des logements pour les rouleuses de bidis », explique Aparajita Bakshi, professeur à l'Institut Tata des Sciences Sociales de Mumbai, qui a écrit un article universitaire sur les initiatives de la CITU pour le logement des travailleurs de Solapur.

Dans son article elle écrit : « En 1995, Adam Master a remporté les élections législatives. La même année, il a posé la question du logement des rouleuses de bidis à l'Assemblée Législative, dans un discours mémorable qu'il a prononcé sur les conditions de vie des travailleuses de Solapur ».

Ces actions ont conduit le gouvernement de l'État à passer un accord avec les propriétaires des maisons acquises sous l'ancien programme, afin d'épurer la dette cumulée. En même temps, Adam a proposé un nouveau programme de logement pour les rouleuses de bidis, à un coût unitaire de 60 000 roupies par maison (moins de 900 dollars US), construction et achat du terrain compris. Ce coût serait partagé à égalité entre les bénéficiaires, le gouvernement central (Delhi) et celui de l'État.



Narsayya Adam s'adressant à une réunion de travailleurs au bureau du CITU, ville de Solapur
Subin Dennis/Institut Tricontinental de Recherche Sociale

Les sociétés de logement coopératif ouvrent la voie

Les ouvrières ont dû mener un long combat pour faire triompher leurs revendications. Elles ont formé des coopératives de logement pour mener leur action. Par la mobilisation de masse, les actions et campagnes revendicatives, elles ont obligé le gouvernement central et celui de l'État à financer la construction des maisons.

Quand nous l'avons rencontrée dans son bureau de New Delhi, K Hemalata, la présidente de la CITU au niveau national, nous a déclaré: "La CITU a commencé à organiser les travailleurs sur des questions de conditions de travail, de cartes d'identité [pour divers programmes gouvernementaux] et autres prestations. La plupart des rouleurs de bidis étaient des femmes, dispersées sur différentes zones. Les cadres ont donc dû faire du porte-à-porte pour gagner leur confiance et qu'elles puissent s'organiser et obtenir toutes ensemble des augmentations de salaire, etc."

Naseema Shaikh, qui a rejoint le mouvement à l'adolescence, nous a donné un aperçu des stratégies employées pour mobiliser les travailleurs et les faire participer à des manifestations et des rassemblements. « Sur son vélo, le camarade Adam Master allait d'un endroit à l'autre pour organiser des réunions de travailleurs dans les bidonvilles. Nous formions des équipes de quatre ou cinq travailleuses », nous raconte-t-elle dans un entretien au bureau de la Women Beedi Workers' Cooperative

Housing Society de Solapur-ville.

Vers la fin des années 1990, à l'apogée du mouvement pour le logement coopératif, nous "prenions en otage" [jusqu'à ce qu'il nous donne satisfaction] tout ministre qui passait par Solapur, exigeant de savoir où en était notre programme de logement collectif", dit-elle dans un mélange d'hindi, d'ourdou et de marathi.

Adam, qui siège maintenant au Comité Central du Parti Communiste de l'Inde (marxiste), le CPI(M), se rappelle un exemple de l'hostilité et des préjugés auxquels ils ont eu à faire face quand les ouvrières ont adressé leur projet de programme immobilier au gouvernement : « Quand nous nous sommes adressés à Satya Narayan Jatiya, le ministre travailliste du gouvernement central, il nous a accusés de vouloir escroquer l'État ».

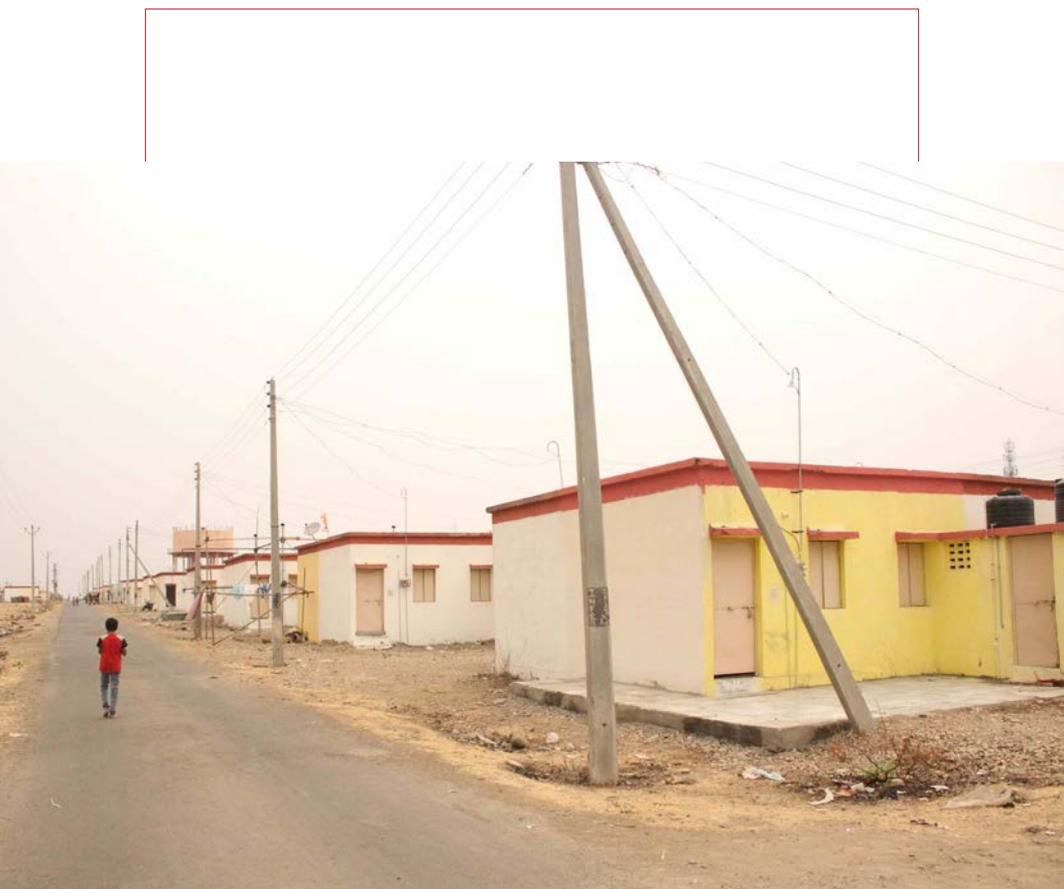
Selon les militants de la CITU, les formations politiques dominantes, dont l'Indian National Congress (qui avait le plus longtemps dirigé l'Inde depuis l'indépendance) regardaient notre initiative avec scepticisme. Mais la campagne menée par le syndicat a fini par gagner au projet l'appui des dirigeants politiques du Maharashtra, de quelque tendance qu'ils soient.

"Sharad Pawar, Sushil Kumar Shinde, Manohar Joshi, Chandrakant Khaire, Mulayam Singh Yadav [dirigeants de différents partis politiques] et 7 ou 8 parlementaires membres du CPI(M) ont tous ensemble "retenu" le Prime ministre

Atal Bihari Vajpayee, le 8 Mars 2000, jour des droits des femmes. “Quel est le problème?” a-t-il demandé, et ils lui ont exposé leur revendication. “Venez dans mon bureau”, leur a dit le Premier ministre. Là, il a appelé Jatiya et lui a enjoint d’approuver le programme des 10 000 maisons.” Adam se remémore avec émotion cette victoire cruciale, le jour où les principaux dirigeants de divers partis politiques se sont donné la main pour faire pression sur le gouvernement central.



Des drapeaux du PCI(M) au dessus d'un magasin près de la Place de la Révolution
Subin Dennis/Institut Tricontinental de Recherche Sociale



Programme de logement Meenakshi Sane
Subin Dennis/Instituto Tricontinental de Investigación Social

L'inauguration du premier programme

Après plusieurs tours de négociations, le projet a été adopté le 8 mars 2001. Sa réalisation a été confiée à Pandhe Constructions, une firme locale, et le projet immobilier Godaravi Parulekar a été **inauguré** le 1er septembre 2006 par le Premier ministre d'alors Manmohan Singh. Plus de 100 000 personnes ont assisté à l'inauguration publique.

La superficie moyenne de chaque maison est de 555 pieds carrés (environ 50 m²), et le lotissement, situé à Kumbhari, à 8 km de Solapur-ville, s'étend sur 182 hectares. Il comprend des espaces libres ainsi que le terrain nécessaire pour des services collectifs, écoles, hôpitaux, etc. Les gouvernements de l'État et de la Fédération ont financé la construction de lignes électriques, d'une sous-station électrique et de réservoirs d'eau potable. La municipalité de Solapur s'est chargée de l'adduction d'eau.

Chaque ouvrière a pu acquérir sa maison pour 20 000 roupies (un peu moins de 300 dollars US), soit un tiers du coût total. Les travailleuses ont payé cette somme par mensualités, l'argent étant prélevé sur leur épargne personnelle ainsi que sur leur caisse de sécurité sociale. La part du gouvernement central provenait du Beedi Workers Welfare Fund [Fonds de protection des rouleurs de bidis, NdT], constitué par la taxe perçue sur la fabrication des bidis.

Le deuxième programme de logements, inauguré en 2015 et baptisé Comrade Meenakshi Sane Housing Scheme, consistait en la construction de 5 100 maisons pour les rouleuses de bidis. Il a reçu le nom de la syndicaliste Meenakshi Sane, une des premières à avoir organisé les rouleuses de bidis de Solapur.

Le troisième projet est le plus important: il vise à construire 30 000 maison abordables pour les rouleuses de bidis, les ouvriers du textile et d'autres travailleurs non organisés, pour un coût total de 18, 11 milliards de roupies (environ 263 millions de dollars US). À cet effet, les travailleurs se sont organisés en cinq sociétés coopératives – celle des femmes de la minorité religieuse, celle des ouvriers de la cordonnerie traditionnelle, ceux de la grande industrie textile, celle des rouleuses de bidis, et celle regroupant les ouvriers de la confection et les tailleurs.

Ces cinq coopératives se sont regroupées au sein de la RAY Nagar Cooperative Housing Federation. Des manifestations et des rassemblements de masse ont été organisés pour mobiliser les sympathisants et pour persuader le gouvernement fédéral et celui de l'État de subventionner aussi ce programme-ci. En 2016, les gouvernements ont donné leur feu vert au projet, et le programme devrait être réalisé vers 2021.

“Ce sera différent de tout ce qui existe ailleurs. Il n'y aura ni industriels, ni gens riches, même pas de classe moyenne, ce sera une ville de travailleurs exclusivement”, dit Narasayya Adam.



Programme de logement de 30 000 unités, en construction
Subin Dennis/Institut Tricontinental de Recherche Sociale



Le marché du soir à la Place de la Révolution, Kumbhar
Subin Dennis/Institut Tricontinental de Recherche Sociale

Du village à la petite ville pleine de vie

La transition des bidonvilles aux maisonnettes de Kumbhari a constitué un progrès majeur pour les travailleurs. Mais, pendant les deux premières années, les nouveaux habitants de Kumbhari ont dû faire face à des difficultés de transport. Puis la CITU a persuadé la société municipale des transports de Solapur (Solapur Municipal Transport) – de mettre sur pied des services de bus desservant Kumbhari. Le prix du trajet depuis n'importe quel point de Kumbhari jusqu'à Solapur-ville a été calculé au plus juste (7 roupies, soit 0,10 dollar US).

“Nous avons aussi fait venir l'industrie des bidis jusqu'ici. Vingt hangars ont été bâtis et offerts aux travailleuses de l'industrie pour un loyer modique”, nous explique M.H. Shaikh, secrétaire général de la CITU pour l'État du Maharashtra. Les bidis sont confectionnés par les femmes à la maison, puis entreposés dans les hangars. “Dans les familles, les hommes travaillent dans le secteur du textile, dont beaucoup d'entreprises se sont automatiquement délocalisées ici. Les hommes n'ont donc pas beaucoup de chemin à faire pour aller travailler.

“Nous avons persuadé la Zila Parishad [l'administration locale au niveau du district] d'ouvrir des écoles pour les enfants d'ici. Nous lui avons fourni gratuitement le terrain, et nous avons maintenant six grandes écoles primaires. Il y a aussi cinq établissements secondaires dans le secteur”, a déclaré Shaikh

dans un entretien qui s'est tenu dans les bureaux du CPI(M) de Kumbhari.

Un hôpital coopératif du coin a accepté de donner gratuitement des soins d'urgence aux habitants de Kumbhari, et de ne facturer que très modérément les autres types de soins. Des négociations sont en cours pour obtenir que le gouvernement central établisse un hôpital de 100 lits qui fournisse des soins gratuits.

Kumbhari, un ancien village, est maintenant une petite ville dynamique qui a vu l'arrivée de près de 50 000 personnes venues habiter les lotissements de la CITU et d'autres plus petits, construits par d'autres. Des équipements commerciaux ont été construits, et de petites boutiques qui vendent divers produits se sont multipliées. Le marché aux primeurs de Kumbhari, qui se tient sur la place Kranti Chowk (Place de la Révolution), grouillent de clients de 17 heures à 22 heures.

Reconnaissance à l'étranger

En juin de cette année, ces actions ont été saluées internationalement et l'initiative a été couronnée par le Prix Transformative Cities 2018 Award, décerné par le Transnational Institute (TNI), basé à Amsterdam.

Ce prix vise à faire reconnaître des pratiques politiques qui pourraient être une source d'inspiration, dans les domaines de l'eau, l'électricité, l'énergie et le logement. Sur 32 actions de ce type menées dans 19 pays, neuf – trois dans chacun des trois domaines – ont été retenues pour la phase finale : ces candidatures émanaient de Bolivie, du Nigéria, de France, des USA, de Maurice, de Tanzanie, d'Espagne (nommée deux fois), et d'Inde. L'action de Solapur a gagné le prix dans le domaine du logement, et, sur les neuf projets finalistes, a également reçu le plus grand nombre de votes dans le sondage électronique.



Programme de logement Godavari Parulekar
Subin Dennis/Institut Tricontinental de Recherche Sociale

Que faut-il en conclure?

Le combat déterminé des travailleuses de Solapur organisées en coopératives les a radicalement sorties de la vie précaire qu'elles menaient auparavant dans les taudis qu'elles étaient forcées de louer. Les bidonvilles qui existent encore à Solapur sont constitués de baraques minuscules séparées par des venelles qui ne font parfois qu'un mètre de largeur. Une eau colorée par les rejets des usines textiles coule dans les canalisations qui sillonnent le bidonville près des bureaux de la CITU de la ville. "Nous avons réussi à arracher les gens de ces conditions de vie dangereuses", dit Shaikh.

Nous demandons à Narasayya Adam : "Qu'est-ce que le mouvement ouvrier dans les autres régions de l'Inde peut apprendre de l'expérience de la CITU à Solapur?"

"Les travailleurs de l'économie informelle de notre pays n'ont rien. Nous essayons de les organiser, et en même temps, nous devons aider les travailleurs à profiter aussi des divers programmes gouvernementaux. Si nous ne le faisons pas, et que les travailleurs ne retirent rien de leur adhésion à un syndicat, ils seront frustrés et quitteront le syndicat au bout de 3 ou 4 ans", répond-t-il. Des actions telles que le programme de logement de Solapur améliorent sans délai les conditions de vie des travailleurs. Et elles contribuent à les galvaniser et à les préparer à beaucoup d'autres combats, encore plus importants,

afin d'imposer dans la société des changements radicaux de grande ampleur.

“Des actions de ce type devraient être menées partout. Les travailleurs doivent s'unir pour imposer leurs revendications”, ajoute-t-il. D'autres actions en faveur du logement ont en effet été entreprises dans d'autres États comme le Tamil Nadu et le Bengale-Occidental, selon la CITU.

Les actions de la Citu en faveur du logement à Dolapur sont devenues des jalons importants dans l'histoire du logement à bas coût pour les masses, des actions ouvrières, du mouvement coopératif et du rôle du gouvernement dans la création d'une sécurité sociale avec la participation du peuple. Ces immenses programmes immobiliers ont montré que les travailleurs peuvent réaliser leur rêve en matière de logement en s'appuyant sur la seule force tenace de leur mouvement, et avec la coopération des gouvernements.

En même temps, on voit voler en éclats le mythe selon lequel les syndicats ne s'intéressent pas au secteur de l'économie informelle, qu'ils ne s'intéressent qu'aux travailleurs des grandes entreprises et du secteur public. Ces actions indiquent des solutions efficaces pour surmonter les difficultés, souvent citées, que rencontrent les organisations ouvrières à une époque où on démantèle les grandes usines et où les ouvriers, tout en continuant de travailler, sont dispersés géographiquement. Les rouleuses de bidis travaillent chez elles, et le fait que la CITU ait réussi à les organiser montre que les syndicats trouvent

des façons nouvelles d'organiser les travailleurs – dans ce cas précis, là où le lieu de travail et l'habitat coïncident.



[1] Le CITU : Centre of Indian Trade Unions. Cette centrale syndicale, membre de la Fédération syndicale mondiale, est très influente, entre autres, au Bengale-Occidental (91 millions d'habitants) et au Kerala (33 millions). Elle est aussi bien implantée dans les états du sud de Tamil Nadu (72 millions) et d'Andhra Pradesh (49 millions). Elle est affiliée au Parti communiste d'Inde (Marxiste).

[2] Le télougou est une langue dravidienne parlée par environ 75 millions d'habitants du sud de l'Inde.

[3] Avec 112 millions d'habitants, le Maharashtra est le deuxième État le plus peuplé d'Inde. Sa capitale Mumbai (anciennement Bombay) est au centre d'une agglomération de plus de 18 millions d'habitants.

[4] Lire à ce sujet : <http://www.thehindu.com/todays-paper/tp-national/a-dream-come-true-for-bcedi-workers-of-solapur/article3122218.ece> (en anglais).

Tricontinental: Institute
for Social Research *is an
international, movement-driven
institution focused on stimulating
intellectual debate that serves
people's aspirations.*

Instituto Tricontinental de
Investigación Social *es una
institución promovida por los
movimientos, dedicada a estimular
el debate intelectual al servicio de
las aspiraciones populares.*

the **trico**ntinental.org